

## DU CONFINEMENT ET DU PATRIARCAT, LECTURE PAR LE PRISME DU GENRE

- **STOP A LA ROMANTISATION** ..... 1
- **CONFINEMENT ET VIOLENCES**..... 2
- **LES NON-CONFINÉ.E.S** ..... 4
- **CHARGE MENTALE, ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ**..... 5
- **LES SANS-ACCÈS AUX SOINS**..... 6
- **IVG : NOS CORPS SONT TOUJOURS DES ZAD**..... 8
- **RESTONS VIGILANT.E.S** ..... 9

### STOP A LA ROMANTISATION

Nous n'écrivons pas ce texte pour remettre en question la nécessité du confinement.

Mais nous tenons à dire que ce contexte participe à renforcer indéniablement les oppressions, les violences systémiques patriarcales, capitalistes, classistes et racistes.

Nous écrivons ce texte pour faire dissonner les récits qui fabriquent une romantisation du confinement. Non pas que ces temps ne soient pas propices à réfléchir sérieusement sur l'état du monde ainsi qu'à s'interroger de diverses manières sur le tournant étrange que prennent nos vies confinées et parfois ralenties. Mais, il s'agit de ne pas participer encore à l'invisibilisation, déjà structurelle, du danger que le confinement constitue pour les femmes

et les minorisé.e.s de genre, face aux violences sexistes et sexuelles. Le confinement isole, et il est impératif de souligner qu'il s'agit pour un grand nombre de femmes et minorisé.e.s de genre d'un véritable danger.

Nous écrivons ce texte pour dire que nous sommes attentif.ves et que nous attendons des actes à l'échelle nationale et locale.

Nous écrivons ce texte pour alerter sur le fait que ces périodes de trouble renforcent les imaginaires sexistes, racistes et classistes. Ces derniers risquent d'intensifier les stigmatisations déjà prégnantes envers les plus discriminé.e.s et notamment des femmes et des minorisé.e.s de genre racisé.e.s. On a pu voir circuler sur les réseaux des forces de l'ordre plaquer une jeune femme noire au sol à Barbès alors même que les habitant-es des quartiers les plus aisés se promenaient tranquillement<sup>1</sup>. La présence de la police dans la rue ne peut être seulement perçue comme une mesure pour faire respecter le confinement à l'ensemble de la population, les forces de l'ordre restent un outil de répression étatique violent.

Nous écrivons ce texte pour dénoncer un gouvernement qui place des enjeux économiques néo-libéraux avant la sécurité des individus, du collectif et des travailleur.euses.

## **CONFINEMENT ET VIOLENCES**

Etre confiné.e.s, c'est être chez soi, encore plus isolée et potentiellement proche d'un conjoint violent. En période de non confinement, les femmes qui subissent des violences au sein de la sphère domestique sont déjà invisibilisées et laissées à leur propre sort malgré les alertes des féministes. Elles risquent de mourir et la violence systémique, les coups, les insultes, les mots les blessent déjà tous les jours.

Depuis le début du confinement le 3919 enregistre une centaine d'appels par jour, contre 400 d'ordinaire.<sup>2</sup> Comment appeler quand on est confiné avec son agresseur ?

Où est le plan d'urgence ? Où sont donc les milliards quand il ne s'agit pas de sauver des banques mais des femmes et des minorisé.e.s de genre?

---

<sup>1</sup> <https://www.nantes-revoltee.com/confinement-a-geometrie-variable/>

<sup>2</sup> <https://twitter.com/ONUFemmesFR/status/1240705036071530497/photo/1>

Les structures d'aide et d'assistance étant déjà en pénurie ou en dysfonctionnement, elles s'organisent pour partout continuer à écouter, accompagner, orienter pour ne pas les laisser seules.

Le confinement oblige les femmes à rester, en potentiel danger de mort . Ceci n'est pas acceptable, ceci n'est pas entendable. Devons-nous nous attendre à une hausse des féminicides ? Devons-nous nous attendre à une accélération des violences conjugales sans rien dire, sans rien faire? En Italie, depuis le début du confinement, trois d'entre nous ont été assassinées<sup>3</sup>. NOUS LE DISONS HAUT ET FORT, CECI N'EST PAS ADMISSIBLE, CECI N'EST PAS TOLERABLE.

A Grenoble, des logements et bâtiments sont vides.<sup>4</sup> Eric Piolle tweetait lundi que « Le confinement peut devenir un enfer pour les femmes battues... Grenoble ne les oublie pas et va annoncer prochainement des solutions pour permettre aux victimes de se mettre à l'abri. »

Quelle est la nature de ce dispositif ? Combien de logements ? Est-il exceptionnel ? Allez-vous pérenniser ce plan une fois le confinement terminé ? Et pourquoi ne pas l'étendre aux minoriséEs de genre victimes de violences, souvent rejetéEs, abandonnéEs, violentéEs par leur famille, ultra précariséEs ? Et à l'ensemble des personnes précaires, qui vivent à la rue et sont privées de soin ? Les femmes et minoriséEs de genre SDF, ainsi que les personnes en situation de prostitution et les travailleur-euses du sexe (TDS), les personnes sans papiers, sont plus exposéEs que quiconque. A l'heure où nous écrivons ce texte, nous ne savons pas si les foyers pourront continuer à les accueillir.

A nos sœurs et nos adélphes, nous adressons ceci : nous pensons à vous, nous ne vous oublions pas, nous vous apportons du soutien. Votre vie compte plus que tout.

=> Solidarité Femmes Milena (Isère)

Solidarité Femmes Milena est un établissement social d'accueil, d'écoute, d'Hébergement et d'accompagnement des femmes victimes de violences

Horaires d'ouvertures :9h-12H30 13h30-17H30

---

<sup>3</sup> [https://www.axellemag.be/femmes-italiennes-confinees-coronavirus-inegalites-oppressions/?fbclid=IwAR3jbKU6PZ5n63D2YWwkyw57GuNLdR6OkX89d\\_DGwTQlpY6XQ0NghP8KGUw](https://www.axellemag.be/femmes-italiennes-confinees-coronavirus-inegalites-oppressions/?fbclid=IwAR3jbKU6PZ5n63D2YWwkyw57GuNLdR6OkX89d_DGwTQlpY6XQ0NghP8KGUw)

<sup>4</sup> <https://www.facebook.com/droitaulogement38/photos/a.706974689465873/1591899200973413/?type=3&theater>

tel:04 76 40 50 10

mail: [contact@sfm.fondation-boissel.fr](mailto:contact@sfm.fondation-boissel.fr)

=> AIV (Isère) - juristes pour les victimes de violences, 04 76 46 27 37 Grenoble (pas d'accueil physique)

Violences : 3919 (gratuit et anonyme, ne laisse pas de trace sur les factures de téléphone)

## **LES NON-CONFINÉ.E.S**

Il y a également ceux qui ne sont pas confinés.e.s.

Parce qu'elles travaillent et occupent souvent des postes dits « féminisés », et qui sont, de fait, largement occupés par les femmes de catégories sociales les plus vulnérables. Nous pensons par exemple aux infirmières, aux travailleuses domestiques, institutrices, aux caissières, aux techniciennes de surface, aux assistantes maternelles. La division genrée du travail a attribué aux femmes et aux minorisés.e.s de genre des postes construits autour de rôles maternisant, du « care », similaires à la sphère domestique, ces personnes sont souvent dévaluées, exploitées.e.s, invisibilisées.e.s sous-payées.es, précaires et précarisées.es.

Elles se retrouvent en première ligne dans des conditions catastrophiques.

Elles sont davantage sollicitées pour soigner, pour prendre soin des familles, de vos familles ! Il ne faut pas oublier, ainsi que le souligne Françoise Vergès, que “Le confinement est rendu possible grâce à toutes ces personnes invisibilisées et bien trop souvent mal payées et exploitées.”<sup>5</sup>

Ces métiers que l'on dit féminisés doivent absolument être revalorisés sur le long terme. Il est temps de se rendre compte de l'utilité publique, de l'utilité sociale, du bien commun que produisent ces personnes, ces métiers. Une prime de risque doit leur être attribuée. Cette prime de risque doit être conséquente, à la hauteur des risques qu'on leur fait prendre. Parce que le confinement est rendu possible par ces personnes là, et que le confinement est une question de privilège social.

Nous pensons à vous et nous vous soutenons. Vous êtes des héroïnes. Vous êtes les grandes oubliées de ces derniers jours. Nous ne vous oublions pas. Nous vous adressons notre respect le plus humble et le plus combatif.

---

<sup>5</sup> Dans un post Facebook daté du 18 mars 2020.

## CHARGE MENTALE, ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ

Depuis l'annonce de la fermeture des crèches, établissements scolaires et universitaires de jeudi dernier, qui quittera son travail en priorité pour rejoindre la sphère domestique ? Les mères. Beaucoup d'entre elles seront au chômage technique. Ce retour au foyer forcé va exacerber les inégalités déjà présentes et va placer d'autant plus les femmes dans la dépendance économique vis à vis de leurs conjoints, alors que l'écart salarial de 20% place déjà les hommes comme garants principaux des sources de revenus.

Ceci n'est pas acceptable.

La majeure partie d'entre nous sommes confiné-es, pour autant cette problématique touche des corps de métiers encore en activité, comme le personnel soignant par exemple, dont la majorité sont des femmes, qui naviguent entre heures supplémentaires, l'extrême fatigue, le manque de moyens et la peur. En plus de cela, elles doivent parfois encore gérer une vie de famille.

Ce sont les femmes, encore aujourd'hui, qui s'assurent du bien être de la famille ainsi que du bon fonctionnement des ménages. Elles sont socialement, culturellement assignées à la sphère domestique, et c'est encore le cas aujourd'hui. Nous pouvons parler d'exploitation lorsqu'une société entière repose sur le travail gratuit d'une catégorie sociale. Le confinement risque d'accentuer cette norme, déjà trop oppressive, écrasante, essoufflante. Le burn out domestique, les angoisses et la dépression sont à craindre sérieusement.

Il s'agit donc d'assurer une répartition égalitaire des charges familiales : la charge mentale des tâches ménagères, courses du foyer, organisation de la vie de famille, plannings de toustes, bien être des membres de la famille. Ce contexte doit être le moment de repenser le rôle de chacun.e afin de mettre en place des dynamiques communes et égalitaires au sein des familles hétéroparentales.

Qu'en est-il des mères monoparentales? Quid de ces femmes-mères qui vivent la plupart du temps dans des conditions économiques et sociales ultra-précaires?

## LES SANS-ACCÈS AUX SOINS

A ceux qui sont à la rue, qui vivent les conditions les plus précaires, coupé.e.s de l'accès au soin, nous pensons à vous, ceci n'est pas acceptable, ceci n'est pas entendable.

Les personnes non valides sont parmi les premières à souffrir de la pénurie de médecins, débordés tous autant qu'ils sont. Les salles d'attente sont pleines, et les visites urgentes ne peuvent être traitées comme telles. En cette période les pharmacies prennent le relais grâce à une circulaire les autorisant à renouveler certaines ordonnances jusqu'au 31 mai pour les traitements chroniques. Mais dans le même temps, nous découvrons grâce à un document Médiapart<sup>6</sup> que les soignant-es doivent effectuer un tirage des contaminé-es. Ce document nous apprend que les personnes souffrant de "polypathologie sévère, démence, grande dépendance" sont des patient-e-s dont la mort est "acceptable". La vie des personnes malades ou handicapées n'est donc pas considérée comme une priorité.

Les femmes et minorisé.e.s de genre SDF sont plus exposé.e.s que quiconque. A l'heure où nous écrivons ce texte, nous ne savons pas si les foyers pourront continuer à les accueillir. A Grenoble, l'association Femmes SDF accompagne et aide les femmes en situation d'errance et en grande précarité. L'accueil de jour a été suspendu pour une durée indéterminée, mais une permanence téléphonique a été mise en place pendant les heures de l'accueil de jour. Vous pouvez les joindre sur le 04 76 70 65 29 ou sur le 06 03 31 54 25. Les horaires sont : le lundi de 10h30 à 17h00/ le mercredi de 13h30 à 17h00/ le vendredi de 13h30 à 17h00.

Les travailleur-euses du sexe (TDS) : si certain-es peuvent se permettre de faire une pause d'une durée indéterminée, c'est loin d'être le cas pour toutes. La politique idéologique répressive formalisée par le discours abolitionniste implique pour les TDS l'absence de chômage technique, de droit de retrait, mais également une protection sociale défaillante.

Les travailleur-euses du sexe transgenres et étranger.e.s sont particulièrement vulnérables (comme Vanesa Campos ou, plus récemment, Jessyca Sarmiento). 10 travailleuses du sexe ont été assassinées ces 6 derniers mois. En grandes difficultés économiques, la situation actuelle accroît sensiblement les dangers, puisque les clients se font rares. Par conséquent, cela ne laisse pas d'autre choix que de les accepter même si on les sent/sait abusifs et

---

<sup>6</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/200320/les-services-de-reanimation-se-preparent-trier-les-patients-sauver>

dangereux. Les risques sont nombreux, ils vont de la transmission d'IST à la contamination; des violences verbales à la mort.

Aux dernières nouvelles beaucoup d'entre iels subissent des contrôles policiers avec amendes, la rue étant pour beaucoup un lieu de survivance et de travail. La peur de ces contrôles va d'autant plus les placer en situation de danger et, ce que nous avons déjà souligné au dessus, les éloigner plus encore des centres urbains, ce qui va accroître leur précarité déjà plus que criante. Le peu d'argent qu'iels pouvaient gagner et/ou des cagnottes mises en place pour leur apporter assistance va finalement servir à payer l'état policier.

Le syndicat du travail sexuel STRASS propose une liste de conseils pour les TDS qui continuent leurs activités en cette période et propose un annuaire des associations (santé sexuelles, violences, appui juridique, etc) mis à jour en temps réel ainsi qu'une cagnotte pour soutenir les TDS les plus précarisé-e-s par le Virus Covid-19 : <https://www.leetchi.com/c/aider-les-tds-face-au-covid19>

Pour les travailleur-ses du sexe, le Projet Jasmine permet de recenser les clients dangereux. Mis en place par médecins du monde, ce dispositif vise à protéger les TDS et leur apporter un soutien psychologique, médical et juridique. Il vous est aussi possible de contacter le STRASS par mail : [contact@strass-syndicat.org](mailto:contact@strass-syndicat.org) même si vous n'êtes pas membre.

Un fond de soutien pour les personnes trans' a été mis en place, le FAST, le Fond d'Action Sociale Trans lancé par Acceptess-T- créé par et pour des personnes concerné.e.s- où vous pouvez contribuer par des dons. Ils serviront à « la création d'un espace de ressources contre l'exclusion et la précarité des personnes trans » qui leur permettra de passer des nuits en hébergement, d'avoir accès aux produits de première nécessité.

Le FAST : <https://www.helloasso.com/associations/acceptess-t/formulaires/2>

A Grenoble, pour toutes questions, informations, vous pouvez vous tourner vers l'association RITA, association féministe créée par des personnes trans et/ou

intersexes et à destination de toutes les personnes trans et/ou intersexes. Vous pouvez les joindre par mail - [rita@poivron.org](mailto:rita@poivron.org)

## **IVG : NOS CORPS SONT TOUJOURS DES ZAD**

Des mesures d'urgences économiques sont prises de part et d'autres mais quand il s'agit de nos corps, le gouvernement refuse de prendre des mesures à la hauteur de nos enjeux. Il ferme nos frontières et refuse d'augmenter les délais légaux pour avorter.<sup>7</sup>

Entre 5000 et 6000 femmes vont avorter par an à l'étranger. Combien d'entre elles, durant cette période, vont rester bloquées en France sans possibilité de mettre fin à cet état ? On ne peut obliger des femmes à continuer une grossesse non voulue quelque soit le contexte. On ne peut leur demander pareil sacrifice de leur corps, une telle abnégation.

En France, en 2020, l'accessibilité à une IVG peut être un parcours de combattant.e : les stéréotypes latents, le stigmate de l'avortement omniprésent qui poussent à la honte et à l'isolement, la double clause de conscience spécifique à cet acte, le refus de certain.e.s médecin.s de pratiquer des IVG durant les dernières semaines avant la fin des délais légaux. On observe, sur notre territoire, la fermeture progressive de plus d'une centaine de Centre IVG, surchargeant ceux qui sont encore ouverts, sans aucune augmentation des moyens. En France, en 2020, l'accessibilité sur les territoires reste inégale, provoquant des retards dans la pratique d'une IVG. En France, en 2020, on observe toujours une constante prolifération de sites sur l'IVG tenu par des anti-choix pratiquant sans vergogne de la désinformation massive malgré l'extension de la loi du délit d'entrave à l'IVG sur le numérique en 2016 – AUCUN site depuis l'extension de la loi n'a été fermé ou condamné- .

Plusieurs propositions sont émises depuis de nombreuses années. Elles passent par :

L'avancement des délais légaux, par une régulation commune européenne de la pratique des ivg en se basant sur les pays qui ont les délais les plus longs – 22 semaines de grossesses (Pays-Bas). En ce contexte particulièrement inquiétant, Laurence Rossignol a proposé par amendement le 19 mars 2020 l'avancement des délais légaux de deux semaines – de 12 à 14 semaines de grossesses. Il a été rejeté notamment par Olivier Vérand et Muriel Pénicaud.

La démedicalisation de l'avortement et notamment par une prise en charge des IVG instrumentales par les sages-femmes.

L'abrogation de la double clause de conscience spécifique à l'IVG, relative à la loi de 1975.

Le processus de démedicalisation permettrait d'enlever un pouvoir de pratique centralisé autour de la figure et de la fonction du médecin, qui incarne aussi une posture dissuasive et

---

<sup>7</sup> <https://www.franceinter.fr/societe/le-confinement-risque-de-fragiliser-encore-plus-le-droit-a-l-avortement>

régulatrice du nombre d'IVG et de sa pratique en faisant notamment appel à la double clause de conscience.

Souvenez-vous, en France, en 2019, le président du SYNGOF menaçait de faire grève sur la pratique des IVG, et ainsi à confisquer notre droit afin de faire pression dans le but de revaloriser le statut des gynécologues.

La médicalisation lors de la loi de 1975 était une condition indispensable pour les pouvoirs publics à une dépenalisation de l'avortement. 45 années plus tard, cette médicalisation, cet encadrement centralisé uniquement autour de la figure du médecin ne fait plus sens, de par les avancées de la loi mais également les avancées techniques pour interrompre une grossesse afin d'y mettre fin le plus tôt possible.

Paradoxe latent, quand on voit que les choix et pratiques alternatives d'accouchements se font connaître, réhabilitant ainsi l'autonomie des concerné.e.s , mais également l'émergence de nombreux récits sur le vécu de la maternité, s'éloignant du discours normé d'émerveillement de la grossesse/maternité. Dans le même temps, les choix de la pratique d'une IVG sont quasiment inchangés et les représentations culpabilisantes sont toujours persistantes. IVG et accouchement sont des processus communs dans la vie des femmes et des personnes pouvant être enceint.e. IVG et accouchement sont intimement politiques, et sont centrales au sein des perspectives féministes sur les questions d'autodétermination, d'appropriation de nos corps. Nous ne voulons plus être sous surveillance.

Rappelez-vous qu'une femme qui souhaite avorter, avortera.

Et si de ces avortements clandestins des femmes venaient à décéder, ce gouvernement, et en particulier ces deux infâmes ministres en auront l'entière responsabilité.

Nous n'oublierons pas. Nous ne pardonnerons pas..

Le planning familial de l'Isère a ouvert une permanence téléphonique de 9h à 16h30.

Pour être rappelé gratuitement: laissez-leur vos coordonnées et motifs d'entretien ou de consultation au [secretariat@leplanningfamilial38.org](mailto:secretariat@leplanningfamilial38.org)

Ou par MP sur facebook ou par DM sur twitter et instagram

## **RESTONS VIGILANT.E.S**

Notre système de société est structuré par les inégalités, et sur des rapports de domination de genre, de classe, de race. En temps de crise, les systèmes révèlent leurs perversités, leurs profondeurs, leurs violences et leurs pratiques de domination.

Dimanche 15 mars, la rhétorique martiale du président de la république lors de son allocution n'a fait que mettre en évidence le virilisme d'un état profondément patriarcal.

Le président affirme que nous sommes en guerre. Nous ne sommes pas dupes. Nous savons que l'état viole et réprime, institutionnellement, symboliquement et littéralement des collectifs militants et des individus engagés dans différentes luttes pour leurs droits. N'est-ce pas l'état qui, depuis des mois, fait la guerre aux critiques, aux actions émancipatrices et insurrectionnelles?

Nous ne sommes pas dupes, et ne pouvons nier que malgré sa nécessité sanitaire, le confinement, dans les faits, est une mesure disciplinaire. Le confinement, quel qu'en soit l'enjeu, nous place sous contrôle. Mobiliser l'imaginaire de la guerre c'est convoquer des peurs irrationnelles au lieu de considérer la population capable de prendre conscience des enjeux. C'est mettre en difficulté tout discours critique de sa politique.

Le président nous exhorte à rester chez nous en installant un climat de peur, tout en forçant des salarié.e.s à continuer à s'exposer au virus pour faire tourner des entreprises dont le fonctionnement n'est pas indispensable à la gestion de la crise. Dissonance cognitive. Nos corps ne sont que des valeurs marchandes qu'il faudrait sacrifier au nom de la bête ultralibérale. Des technocrates qui persistent jusqu'au bout à placer les enjeux financiers, avant l'humain. Des technocrates qui ont déclaré l'état de crise bien après en avoir été averti, car la machine ne doit surtout pas s'arrêter de tourner, quel qu'en soit le prix.

Le président, qui n'a de cesse de mépriser les violences que nous subissons, va jusqu'à s'approprier des imaginaires et des pratiques défendues par les différentes luttes de l'extrême gauche: réinventer le champ des possibles en terme de pratiques et de démocraties économiques, politiques, sociales, féministes et environnementales.

Le confinement nous isole, femmes et minorisé.e.s de genre. Nous devons nous rappeler que l'oppression de nos catégories sociales se caractérise par l'isolement, qui se fonde dans l'idéologie individualiste de notre société, dont les bases fermes ont été bâties contre nous et sans nous. Nous savons que les droits des femmes et des minorisé.e.s de genre ont connu des périodes de resserrement de l'oppression, de réassignation à la norme particulièrement violentes dans les moments de crise. La priorité est encore moins à la prise en compte de nos appels, de nos luttes, de nos cris et de nos existences. L'état se resserre incontestablement.

Aujourd'hui, face à la situation catastrophique des femmes et des minorisé.e.s de genre, nous ne pouvons que faire, encore une fois, le constat de la négligence de l'état à notre égard, qui nous laisse encore mourir dans l'indifférence. Nous tenons fermement à rappeler que nous ne sommes pas un simple élément du problème, mais que nous en sommes au cœur, car notre place sociale, économique et symbolique prédispose les violences que nous subissons de manière exacerbée avec le confinement. Il est absolument hors de question qu'à l'issue de cette crise nous soyons encore une fois considéré.e.s comme des dommages collatéraux.

Il nous est impossible de savoir ce qu'il sera de l'état du monde à la sortie de ce confinement, qui durera peut-être plus de deux mois. Cela peut nous inquiéter, car les backlash, que l'on

observe après les grandes évolutions féministes en matière d'acquis sociaux, où à la suite de crises graves, se caractérisent aussi par une stigmatisation et un étouffement des luttes féministes, qui naviguent déjà ardemment à contre courant.

Le confinement nous isole, nous, les militant.e.s. C'est pourquoi nous voulions lancer un appel à nos camarades féministes, à rester mobilisé.e.s coûte que coûte. Les réseaux sociaux, internet peuvent être des points de contact, mais également des mobilisateurs performatifs de nos luttes lorsque le hors ligne nous est complètement inaccessible. Soyons créatif.ves. Soyons virales

A nos amies, nos sœurs, nos adelphe.s, nos camarades en lutte : nous ne vous oublions pas. Ensemble, restons vigilant.e.s et prenons soins les un.e.s des autres.

Nous ne nous tairons pas. Nous resterons très attentif.ves à ce que nos droits ne soient pas mis en danger.

Nous resterons subversif.v.e.s

Nous persistons à planter des graines de résistance. Semer le trouble. Créer des tempêtes.

Nos corps sont des ZAD. Nous sommes résolument prête.e.s à les défendre.

Noustouste.s38